

# Défendre et développer l'emploi et l'industrie

Pour une politique industrielle en France et en Europe...  
Campagne de la CGT (février-juin 2009)

*« La mise en œuvre d'une politique industrielle, cela ne peut pas être un exercice de communication. Cela nécessite des investissements matériels, des investissements dans la formation et les conditions de vie et de travail des salariés, de ceux et celles qui font la richesse des entreprises. Cela nécessite des orientations claires, des axes forts, des politiques publiques de soutien, une politique de recherche et d'innovation ambitieuse. Nous revendiquons une politique industrielle et d'emploi qui s'appuie à la fois sur un socle social fort et de nouveaux droits d'intervention dans la gestion pour les salariés. »*

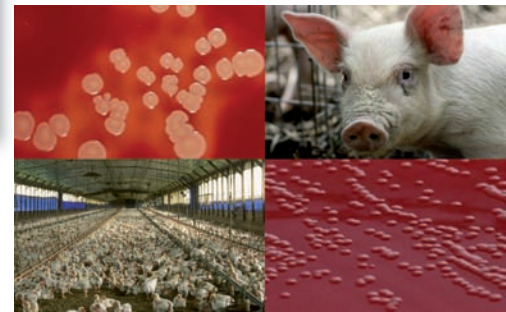
Bernard Thibault

Avec la crise financière, économique et sociale, la politique industrielle a fait son retour dans le débat public. Au plus haut niveau de l'Etat se multiplient les déclarations sur le thème : « *Il ne peut pas y avoir de développement économique sans une industrie forte* ». La CGT se félicite de cette prise de conscience car c'est une des batailles mise au cœur de nos revendications depuis plusieurs années.

À partir d'une analyse fautive des réalités, le thème de la société postindustrielle a instillé le doute sur l'importance de l'industrie. Or, l'industrie et les services à l'industrie représentent plus de 35 % du Pib en France et emploient près de 8 millions de salariés. C'est dire leur importance dans notre société. Ce qui est vrai, c'est que l'industrie se transforme profondément. Elle s'articule désormais intimement avec les services. L'industrie n'a donc pas vocation à disparaître de France et d'Europe. Mais ces constats posés, on ne peut ignorer le dé-

calage entre le discours politique et les réelles propositions à mettre en œuvre, d'autant que la situation actuelle avec les menaces graves qui pèsent sur plusieurs filières (automobile, aéronautique, chimie, pharmacie...), les suppressions d'emplois annoncées chez PSA, Renault, Sanofi-Aventis, Pfizer, chez les sous-traitants automobiles, dans le textile, le verre, dans la chimie... inquiète et angoisse légitimement une forte majorité de l'opinion publique. 20 à 25 000 emplois industriels disparaissent chaque mois !

La CGT se propose de remettre au cœur du débat la relance d'une politique industrielle moderne, cohérente en France et en Europe, au service du développement économique et humain. Pour cela elle lance une campagne de plusieurs mois avec des propositions concrètes et des initiatives comme la tenue de la conférence sur l'industrie le 11 juin 2009.



# L'urgence - L'urgence - L'urgence -



## **Pénibilité au travail**

*Des mesures de justices sociales immédiates doivent aussi être prises pour les salariés effectuant des métiers pénibles.*

*La réduction de cette pénibilité passe par une amélioration substantielle des conditions de vie au travail, de prévention des accidents et des pollutions, de réduction du stress, comme par exemple la succession de suicides liés au travail notamment dans l'automobile, mais pas seulement.*

*La pénibilité qui a été subie ou qui l'est encore doit aussi se traduire par la reconnaissance du droit à la retraite anticipée. Du fait de la pénibilité des métiers, les ouvriers de l'industrie ont une espérance de vie plus courte que les autres salariés, ce n'est donc que justice qu'ils partent plus tôt en retraite.*

**Il y a désormais urgence à changer cette politique** car la situation devient très difficile et le patronat utilise la crise pour accélérer les fermetures de sites, les restructurations, la flexibilité et le développement de la précarité des statuts.

Le risque avec la crise actuelle est qu'elle serve de prétexte au patronat pour accélérer les délocalisations d'activités, les fermetures, le développement de la précarité et de la flexibilité. Tout porte à croire qu'une campagne patronale allant dans ce sens est déjà à l'œuvre alors que les solutions de sortie de crise supposent d'impulser une dynamique de développement économique.

Pour cela, la CGT propose **cinq priorités pour une politique industrielle et de développement de l'emploi.**

## **1. La mise en place d'une Sécurité sociale professionnelle**

Il s'agit d'éviter que le salarié perde son emploi (ce qui ne signifie pas forcément maintenir les emplois tels qu'ils sont), de faire en sorte qu'il garde un niveau de rémunération, qu'il puisse accéder à la formation.

Nous proposons de l'expérimenter dans le secteur de l'industrie où, si l'on ne fait rien, on risque de perdre des centaines de milliers d'emplois dans les mois à venir.

## **2. L'augmentation des salaires et la reconnaissance des qualifications.**

Pour l'écrasante majorité des Pme, le seul débouché à leur activité, c'est le débouché interne. Et qu'est-ce que ce débouché interne sinon les salaires versés par les autres entreprises ? D'autre part, comment peut-on vouloir inciter le salarié à développer son implication dans le travail, sa formation, sa qualification, si on persiste dans la situation actuelle où nous avons quatre salariés sur dix payés à moins de 1,33 Smic ? Donc, du point de vue des débouchés comme du point de vue du développement des capacités humaines, la question des augmentations des salaires est absolument incontournable. C'est pourquoi il faut aussi revoir les exonérations de cotisations qui contribuent à bloquer les salaires.

## **3. La mise sur pied d'une politique industrielle moderne**

Pour cela, nous proposons de réunir une conférence nationale permanente, qui aiderait à faire des choix collectifs permettant d'avoir une vraie stratégie de développement. Il reste des outils d'intervention publique, il faut en reconstruire d'autres dans les domaines de la recherche, de la formation, de l'action territoriale, il faut rebâtir, redonner cohérence aux filières à partir de la maîtrise de « nœuds technologiques ».

# L'urgence - L'urgence - L'urgence -

## 4. La création d'un « pôle public financier » pour réorienter le financement des entreprises

Il y a des bases pour cela : la Caisse des dépôts, Oseo, qui est censée financer l'innovation et le développement des Pme, La Banque postale...la question du contrôle des subventions publiques allouées par l'état, l'Europe aux entreprises est posée. Nous demandons des droits nouveaux d'interventions et de contrôles pour les salariés et leurs représentants élus avec notamment un droit suspensif pour le comité d'entreprise. Il est aussi indispensable que les salariés des Pme puissent accéder aux mêmes droits en termes d'informations et de consultations sur les choix de gestion de leurs entreprises que les autres salariés avec la mise en place de comités interentreprises

## 5. Un plan cohérent en faveur du développement durable

Si le « Grenelle » de l'environnement a tracé quelques pistes, il reste à mettre en œuvre les mesures et à les financer. 400 000 emplois sont en jeu dans le secteur de la construction ; 200 000 peuvent être créés dans les transports et les fabrications de matériels roulants et de nouveaux véhicules. Autant dans de nouveaux équipements collectifs. Là aussi manquent les crédits, les formations, la recherche...

### Licenciement : arrêter l'hémorragie !

*Le Medef réclame toujours plus de facilités pour procéder à des licenciements économiques. Avec la suppression de la taxe professionnelle, c'est une exigence de plus du Medef qui est exaucée par le gouvernement. Comme si ouvrir les vannes des réductions d'effectifs, était la priorité de l'heure.*

*La CGT réclame, à l'inverse, le droit pour le Comité d'entreprise de suspendre la décision de licenciement afin de se donner le temps d'examiner toutes les solutions alternatives avec la direction, la puissance publique, et d'éventuels repreneurs.*

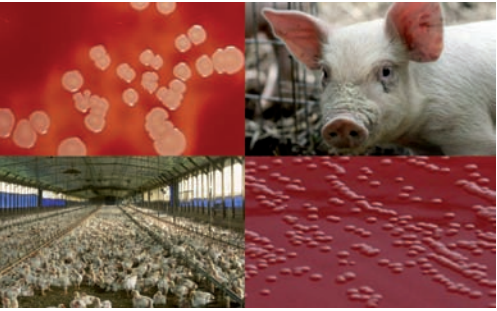
## Les grands groupes continuent à afficher des bénéfices en hausse !

2007	2008
42 milliards	55 milliards
+ 31 %	

Profits nets des vingt plus grands groupes industriels cotés à la Bourse de Paris (Alstom, Arcelor Mittal, Air Liquide, Total, Vallourec, Michelin, Renault, Saint-Gobain, Lafarge...).



# Les impasses patronales et gouvernementales



A l'investissement productif, le gouvernement préfère les mesures d'allègements fiscaux pour les plus riches. Le Medef réclame encore plus d'allègements de cotisations sociales pour les entreprises sans contrôle public ou social. Le patronat exige de nouvelles baisses d'impôts. Il vient d'obtenir la suppression de la taxe professionnelle, soit un nouveau cadeau de 8 milliards d'euros.

Selon Nicolas Sarkozy et le gouvernement, la bonne réponse de fond à la crise serait d'« accélérer le rythme des réformes » engagées depuis 2007, en particulier de poursuivre la réduction du « coût du travail ». Et Mme Parisot, au nom du Medef, réclame à cor et à cri la baisse des « prélèvements obligatoires » des entreprises.

Oui, **le coût du travail n'est qu'un prétexte** car en France le coût unitaire du travail a été réduit de dix points en dix ans, pour quels résultats ?

L'industrie allemande nous taille des croupières en Europe et dans le monde sur la base d'un coût ho-

naire de la main-d'œuvre supérieur à celui de la France. Là n'est donc pas la cause de la perte de compétitivité de notre pays. Deuxième constat : contrairement aux dires du président, augmenter les exonérations de cotisations sur le travail, c'est dévaloriser le travail. Et c'est ce qui s'est passé : nous souffrons d'une insuffisance d'emplois qualifiés.

La compétitivité, dans l'essentiel des secteurs d'activité, ne porte pas sur ce fameux coût du travail, mais sur une série d'autres éléments : formation, qualification, recherche, organisation, commercialisation... Le président et le Medef ne disent pas non plus que les entreprises françaises sont, en Europe, parmi celles qui font un effort de recherche des plus réduits. L'effort de recherche développement des entreprises françaises est de 20 % inférieur à celui de nos principaux partenaires en Europe, au Japon et aux États-Unis. Il n'a pas dit non plus que l'effort national de formation professionnelle n'a pas cessé de régresser durant ces douze dernières années.